



MIGRATIONS

Après l'attaque d'Annecy, des réfugiés syriens redoutent les effets de stigmatisation

Quand ils ont compris que l'assaillant de l'attaque d'Annecy était originaire du même pays qu'eux, bon nombre de réfugiés syriens ont craint qu'on ne les rende responsables du drame par ricochet. Depuis qu'ils sont installés en France, ils observent, inquiets, les expressions quotidiennes de l'extrême droite.

Hussam Hammoud - 11 juin 2023 à 19h38

Un acte « horrible », il n'y a pas d'autres mots. C'est ainsi que Mo Ali, réfugié syrien à Annecy (Haute-Savoie), décrit l'attaque perpétrée, jeudi 8 juin au Pâquier, en plein cœur de sa ville. Quand il a appris ce qui s'était passé, Mo s'est empressé de fermer le salon de coiffure où il travaille depuis quatre ans et de rentrer chez lui, non loin du parc où s'est déroulé le drame.

L'homme a un enfant du même âge que ceux qui ont été grièvement blessés par l'assaillant. Son fils fréquente la même crèche. Il les connaît. « J'ai imaginé que j'étais là. J'aurais aimé être là. J'aurais arrêté ce monstre. Comment peut-il s'en prendre à des innocents et à des enfants avec une telle barbarie ? », questionne-t-il en boucle.

La plupart des Syriens résidant en France estiment qu'ils n'ont pas à se justifier parce que l'assaillant est originaire du même pays qu'eux. « C'est inacceptable de considérer que tous les Syriens qui vivent en France se ressemblent, souligne Maher Akhttiar, un Syrien installé en France depuis dix ans et habitant à Lille (Nord). L'acte de jeudi et ses conséquences ne devraient jamais être généralisés à tout un peuple. Personne ne devrait accepter une telle généralisation. »

Maher Akhttiar vient de publier *Oui, il y a des réfugiés heureux en France* (Éditions du Rocher), dans lequel il évoque les nombreuses réussites des expatrié-es de Syrie en France, ainsi que leur intégration réussie dans la

société et leur capacité à surmonter les obstacles liés au fait d'être étranger. Face à Mediapart, il exprime une franche appréhension à l'idée de parler de son livre la semaine prochaine, dans le cadre d'une interview qu'il avait accepté d'accorder à un média français avant l'attaque. Il redoute que celle-ci « incite certains à remettre en question la crédibilité du livre ».

Le piège de l'autoflagellation

Toutefois, Maher ne veut pas tomber dans le piège de l'autoflagellation. Car, insiste-t-il, l'ensemble d'une communauté ne peut être rendu responsable de l'attaque du 8 juin, contrairement à ce que certains esprits racistes aimeraient laisser croire. Bon nombre de celles et ceux qui vivent sur le territoire se sentent déjà vulnérables, du fait de résider dans un pays étranger sans en maîtriser la langue. À cela, s'ajoutent l'incertitude de l'avenir et parfois l'instabilité professionnelle.

Pour la plupart des réfugié-es syrien-nes, le fait de les rendre, même par ricochet, responsables d'un acte qu'ils n'ont pas commis peut accroître ce sentiment de vulnérabilité. « Un grand nombre de Syriens en France se sentent coupables et certains ont écrit qu'ils ne pouvaient pas regarder leurs voisins dans les yeux. Ces sentiments sont compréhensibles, et leurs raisons sont connues, mais les choses ne devraient pas se passer comme ça... », regrette Maher.

Après le drame, Mo Ali s'est empressé de contacter la directrice de la crèche où son fils côtoie chaque jour les enfants blessés par l'assaillant, afin d'apporter sa sympathie et son réconfort aux victimes et à leur famille. Il a proposé d'apporter son aide. La directrice a trouvé son geste sympathique et l'a rassuré. « Je ne sais pas quoi faire dans de telles situations, souffle Mo. Je me suis retrouvé à demander à la directrice de la crèche s'il était approprié d'y envoyer mon enfant parce que nous sommes Syriens. »

« J'ai vu de nombreuses personnes d'extrême droite se rassembler dans le parc à côté de chez moi. Ça m'a terrifié. »

Mo Ali, réfugié syrien à Annecy

Et l'homme de poursuivre : « *La directrice m'a dit que mon fils méritait une éducation et que ce qui s'était passé n'était pas de notre faute. Elle m'a beaucoup rassuré. Certaines personnes sont formidables, mais en fait, cette question que j'ai posée, et qui peut sembler absurde, je l'ai formulée parce que j'ai vu de nombreuses personnes d'extrême droite se rassembler dans le parc à côté de chez moi, avec leurs vêtements noirs et leurs masques. Ça m'a terrifié.* »

Malgré une interdiction de manifester prononcée par le ministère de l'intérieur, une trentaine de personnes se sont effectivement réunies à Annecy, jeudi soir, à l'appel d'organisation d'extrême droite, aux cris de « *la France aux Français* ». Le lendemain, à Lyon (Rhône), un square a été déclaré « *fermé jusqu'à nouvel ordre* » au public par le mouvement d'extrême droite local Les Remparts « *en raison de la présence de migrants et de la récente attaque au couteau à Annecy par un migrant syrien* ».

Ahmed, un autre réfugié syrien arrivé en France il y a

cinq ans, ne comprend pas les attaques de l'extrême droite qui répète : « *Ils fuient la guerre et aujourd'hui ils tuent nos enfants.* » Ce type de déclaration lui fait honte. Tout comme la vague de racisme et les tentatives d'exploiter l'attaque commise par une personne pour s'en prendre à l'ensemble d'une communauté, pourtant bien intégrée dans la société française.

« *Je ne sais pas pourquoi les médias s'attachent avant tout à montrer que l'auteur est Syrien, avant même d'étudier ou de couvrir l'affaire elle-même, s'interroge Ahmed. Il en a été question à chaque fois que l'attaque a été évoquée, comme si cette seule information était une preuve de culpabilité. Sans parler de la rhétorique raciste qui a été développée un peu partout...* » Après l'attaque, les Syriens de France et d'Europe ont publié une déclaration, pour condamner l'attaque du 8 juin et manifester leur entière solidarité avec les familles des victimes et le peuple français.

Hussam Hammoud